

53 La Coordination rurale ne veut pas perdre les eaux

La situation des cours d'eau tend globalement à s'améliorer, en Mayenne. Pour mettre en lumière cette tendance, la Coordination rurale a invité les services Eau de l'Etat et du conseil départemental, à faire le point. Toutefois, Alexis Robert, hydrogéologue du Département, signale "la nouvelle problématique": "La recherche de bonne qualité des eaux dans l'estuaire de la Loire." Il faudrait pour cela "un afflux très faible en azote et phosphore. Les algues n'ont pas besoin de beaucoup de "matière" pour se développer. On a longtemps travaillé sur le seuil de 50 [mg de nitrates/litre d'eau], c'était le repère. Maintenant, pour obtenir une bonne qualité des eaux dans l'estuaire, c'est beaucoup moins [comme repère, par rapport aux kilomètres parcourus et débit de transport par le fleuve et ses affluents]. Donc, les exigences sont relevées, malgré les bons résultats" perçus au niveau local.



Lors de la définition de la nouvelle carte des cours d'eau, "on a réalisé 370-380 expertises par an" en Mayenne, indique Cyril Demeusy, du service Eau et biodiversité de la DDT. La moyenne annuelle s'élève déjà à "250 expertises par an" (classement de fossés en cours d'eau, cours jusqu'ici inconnus, etc.)

Du mieux ! Mais grâce à quoi ?

La situation évolue jusqu'ici dans le bon sens. Cyril Demeusy, responsable de l'unité Milieux aquatiques de la DDT, le souligne également: "On constate, avec l'Agence française pour la biodiversité, chargée des contrôles, que les choses ont bien évolué. Les

gens sont bien informés dans l'ensemble..." Les prairies et le bocage offrent de meilleurs "filtres" que les grandes plaines céréalières. "On peut donc dire que nos vaches ne polluent pas, malgré ce qu'on entend depuis des années", rebondit Olivier Chemin, président de la CR53. "Ça, il faut le dire ! Parce que les agriculteurs ne supportent

plus d'être considérés comme des pollueurs."

A ses côtés, Pascal Aubry, secrétaire et référent national, invite les services de l'Etat à faire des prélèvements en sortie de drains, au bord des champs. "C'est la seule façon de comparer les pratiques, de voir celles qui ont des incidences positives sur la qualité de l'eau. Sinon, comment dire aux agriculteurs qu'ils peuvent baisser l'usage des pesticides et en plus, gagner plus d'argent ? Sans preuves, les agriculteurs vont continuer comme avant, seulement par peur des baisses de rendements."

En Mayenne, 45 % des prélèvements sont effectués sur les nappes souterraines (un peu moins en été), soit 80 captages, contre 10 captages pour les eaux superficielles. Plus de 20 millions de mètres cubes d'eau potable sont consommés chaque année.

Frédéric Gérard

L'action "viande bovine" reportée

La Coordination rurale prévoyait un rassemblement devant l'Assemblée nationale, mercredi dernier, afin de sensibiliser les députés aux risques que font peser les accords (Ceta, Mercosur) sur l'avenir de la viande bovine en France. Cette action a été reportée d'une semaine: au même moment, ce mercredi matin, était rendu l'hommage national à Arnaud Beltrame, le gendarme héroïque abattu par le preneur d'otages du supermarché de Trèbes, dans l'Aude.

"Rendez-vous territoire" de la Chambre: regret du débat

La chambre d'Agriculture de la Mayenne a organisé neuf réunions "agriculture et territoires", du 8 au 29 mars. Après celle de Ballots, Pascal Aubry a tenu à réagir, au nom de la Coordination rurale. Dans ce secteur, après les craintes suscitées par "l'affaire Lactalis", l'invité avait pour mission de redonner "de l'optimisme" [au moins de la visibilité] aux producteurs de

lait. Vincent Chatellier, économiste de l'Inra, a dressé un état des lieux de la planète laitière. Mais après ses deux heures d'intervention, ni questions, ni débats possibles comme prévu initialement... "Plus le temps!"

"C'est déplorable, s'agace Pascal Aubry. Comment peut-on passer ces messages sans contradiction ? On nous fait l'apologie du marché mondial. Il faut déjà arrêter la surproduction. Sinon, les éleveurs vont subir l'inverse du but recherché."

"Apprenez à vendre", martèle l'économiste. Mais si l'Ouest veut "produire à moins de 350 euros/1000 litres", comme l'annonce Vincent Châtellier pour rivaliser avec la concurrence internationale, le représentant de la CR précise: "Alors il faut changer de politique agricole, sinon, c'est incompatible avec nos systèmes. Plus un projet d'installation ne passe à moins de 300 €." Dans les autres réunions, le sujet de la soirée portait des enjeux plus locaux, des projets menés sur le territoire (méthanisation, gestion collective des fourrages, circuits courts, etc.).